



HAL
open science

Les Roms d'Europe, entre exclusion et intégration

Alain Reyniers

► **To cite this version:**

Alain Reyniers. Les Roms d'Europe, entre exclusion et intégration. Libertés, 2005, 414 (Les Roms : un enjeu européen), 5 p. halshs-00067745

HAL Id: halshs-00067745

<https://shs.hal.science/halshs-00067745>

Submitted on 8 Aug 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les Roms sont d'origine indienne. Leurs ancêtres n'étaient probablement pas tous des nomades lorsqu'ils arrivèrent dans l'Empire byzantin aux alentours du XIIe siècle. Sans velléité de conquêtes, ils possédaient des atouts non négligeables pour s'insérer dans l'économie des régions qu'ils traversaient et où ils se présentaient comme artisans, artistes et commerçants, c'est-à-dire des travailleurs indépendants maîtres de leur temps. Soucieux d'une rentabilité rapide de préférence liée à un effort ponctuel, ils faisaient preuve d'une polyvalence telle qu'ils pouvaient s'adapter aux demandes et aux besoins d'une clientèle sédentaire dispersée et diversifiée. Sans doute leur manière de travailler apparaissait-elle équivoque aux yeux d'un grand nombre d'Européens. Leur prospection quotidienne, placée sous le signe de la chance et de la sollicitation spontanée, tenace et optimiste des populations visitées, tout cela les éloignait des communautés paysannes attachées à un travail de longue haleine et rythmé par le jeu des saisons. Malgré tout, et quelles qu'aient pu être les inévitables frictions, nomades et paysans pouvaient avoir besoin l'un de l'autre, les premiers offrant des outils, des paniers, des soins vétérinaires, de la musique ou une force temporaire de travail aux seconds en échange de nourriture ou d'autres biens.

Longtemps, les Roms ont ainsi pu vivre de leurs traditions économiques, comme itinérants, mais aussi comme sédentaires là où des débouchés locaux leur étaient assurés. Les exemples d'une telle insertion sont nombreux, notamment dans l'Empire ottoman et en Europe centrale où les Roms contribuèrent aux efforts de guerre des peuples locaux. Pourtant, le choc culturel engendré par l'apparition de ces familles de maquignons, de saltimbanques, de musiciens et autres diseurs de bonne aventure allait favoriser l'éclosion de nombreux stéréotypes favorisant un climat d'exclusion. D'abord longtemps partenaires des populations européennes sédentaires, les Roms allaient être partout exclus du champ politique et perçus au mieux comme auxiliaires à dominer, au pire comme des trouble-fêtes à écarter. Malgré tout, ils allaient chercher à s'adapter.

Autonomisation, exclusion et extermination

Peu à peu, et si tant est qu'ils ne l'aient pas déjà été en Asie, les Roms vont se diversifier. Les uns conserveront l'état d'esprit de travailleurs indépendants, farouches défenseurs d'une identité collective forte ; les autres vont davantage perdre leur mobilité, voire leur autonomie, et ils se retrouveront au bas de l'échelle sociale, petites mains résignées des seigneurs, des paysans et des citoyens. Certains vont se replier sur eux-mêmes et vivoter à la périphérie des sociétés établies, tandis que d'autres vont poursuivre un cheminement séparé en maîtrisant, autant que faire se peut, les moments de contact avec les Gadjé (les non-Roms).

Dans ce processus, certains traits collectifs roms, tels le fatalisme ainsi que la propension à se méfier du monde extérieur et à choisir

les conjoints dans le seul milieu d'origine, vont s'accroître. L'éducation des enfants va se maintenir dans la méfiance des Gadje et se fonder sur l'imitation des parents et l'exploration pratique de l'environnement.

Cette tendance à l'exclusion n'a fait que se confirmer tout au long du XXe siècle. Désignés comme perturbateurs de l'ordre social et afin de préserver la « pureté » de la race allemande, les Roms vont être broyés par les nazis et leurs collaborateurs au cours de la Seconde guerre mondiale. En Europe occidentale, le nomadisme va faire l'objet d'un traitement policier de plus en plus ciblé avant d'être, au mieux, endigué sur des terrains de stationnement trop peu nombreux et le plus souvent inadaptés à l'accueil décent des familles du voyage. L'évolution des contraintes du marché, de la sophistication technologique de la production des biens et des habitudes de consommation va contribuer à l'appauvrissement croissant de plusieurs communautés tsiganes.

Dans les pays d'Europe centrale et orientale qui ont fait l'expérience du communisme, les Roms ont d'abord été perçus comme une aberration sociale, un archaïsme hérité de l'ordre bourgeois qui devait tôt ou tard disparaître par l'instauration du mode de production socialiste. Ils ont donc été massivement dirigés vers les fermes collectivisées ou les entreprises d'État, mais généralement pour n'occuper que des postes à faible niveau de qualification. Certains d'entre eux ont pu gravir les échelons de la société.

Néanmoins, l'absence de réflexion politique sur les contraintes culturelles des Roms (langue maternelle propre, éducation orientée vers la collectivité, disponibilité économique particulièrement tournée vers les sources de revenus ponctuelles) et le manque flagrant d'attention pour les discours xénophobes qui se développaient ici et là à leur encontre n'allaient pas contribuer à l'immersion ultérieure des jeunes générations roms au sein des sociétés socialistes.

Années 90, la décennie de toutes les discriminations

Aussi, la déflagration du bloc de l'Est allait-elle se solder par une incroyable mise à l'écart des Roms. Les pogroms, les skinheads, l'emploi et, pire encore, la destruction physique des communautés en Bosnie et tout récemment au Kosovo, allaient en montrer toute la violence. Aujourd'hui, la situation économique et sociale d'un nombre élevé de Roms est déplorable. Les chiffres sont effrayants. Entre 60 % et 80 % des Roms de Hongrie en âge de travailler seraient sans emploi. Plus de 60 % des Roms de Roumanie vivraient sous le seuil local de pauvreté ; 80 % d'entre eux n'auraient aucune qualification. En Bulgarie, 60 % des Roms vivant en ville seraient eux-mêmes sans travail (une situation pire encore à la campagne). Dans certaines communautés du Sud et de l'Est de la Slovaquie, c'est la totalité des Roms adultes qui seraient privés de ressources.

En Grande-Bretagne, 10 % à 20 % des Travellers locaux vivraient dans le dénuement le plus complet, tandis que 70 % à 80 % des Roms établis dans certaines villes de France seraient des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion.

Que dire, dans ce contexte, de la dégradation de l'habitat accueillant des familles roms incapables de faire face aux moindres dépenses locatives et d'entretien ? Comment ne pas s'inquiéter non plus d'un état de santé désastreux et qui se traduit, pour une population extrêmement jeune, par une espérance de vie qui ne dépasse pas, pour la plupart, l'âge de 50 ans ? En maints endroits, des déficiences graves sont constatées dans les domaines de la santé et de l'hygiène. Plusieurs communautés semblent avoir perdu tout espoir d'amélioration de leurs conditions d'existence avant longtemps. La distance qui sépare les différentes populations d'Europe à la plus grande minorité du continent apparaît ainsi de façon flagrante.

A première vue, la similitude des problèmes rencontrés par les Roms, quel que soit leur pays d'insertion, devrait les encourager à adopter une stratégie commune de revendications face aux autorités locales, nationales et internationales. Mais c'est oublier l'hétérogénéité de cette population. Un peu partout, les nomades qui transhument encore n'ont pas les mêmes intérêts immédiats que ceux qui se sont installés durablement dans une localité tout en conservant un habitat mobile. De même, si tous les Roms réclament l'égalité avec les autres citoyens des États, tous ne partagent pas pour autant la conviction qu'il faille valoriser politiquement leur appartenance à une minorité ethnique. Ainsi, des Roms prolétarisés auront souvent plus d'affinités avec les autres prolétaires qu'avec des hommes d'affaires ou des intellectuels roms. Question de classes sociales...

Des pistes incertaines mais réelles de (re)naissance politique

Cette revendication en faveur de la reconnaissance d'un statut de minorité ethnique est en outre diversément appréciée par les intéressés, d'autant plus qu'il est parfois difficile de se débarrasser des préjugés à l'encontre du particularisme d'autres Roms [1].

La dispersion des Roms d'Europe pousse aujourd'hui de nombreux cadres roms à se faire les porte-paroles d'une « nation sans territoire » (2) et à se faire reconnaître par les grandes organisations internationales. Cette reconnaissance est nécessaire, ne fût-ce que pour répondre de manière coordonnée à des problèmes récurrents et structurels rencontrés partout en Europe. Mais à quoi sert-il d'être reconnu comme « citoyens du monde » si les effets ne se font pas concrètement sentir sur le plan local ? Or, c'est bien à ce niveau que se posent les problèmes les plus cruciaux de collaboration et de cohabitation avec les Gadjé.

Ainsi, dans plusieurs États, notamment en Europe centrale et orientale, la reconnaissance des Roms comme minorité nationale à part entière s'est concrétisée par l'apparition de partis roms. Les hommes politiques qui s'y investissent sont placés devant des responsabilités très lourdes. D'une part, il leur revient de tracer des perspectives claires, le cas échéant au moyen de symboles collectifs fédérateurs entre Roms et non Roms. Mais, d'autre part, leur poids ne peut être assuré qu'en se faisant clairement les porte-voix d'une

minorité aux attentes multiples et spécifiques.

Entre-temps, le peuple tsigane, secoué par la modernité, s'engage un peu partout dans une quête religieuse qu'il espère salvatrice, notamment sous la bannière des mouvements évangélistes et charismatiques.

Quelles voies, dès lors, les Roms emprunteront-ils ? Celle d'une autonomie politique croissante ? Mais avec quels moyens et surtout quelle efficacité dans le traitement des déficiences économiques et sociales constatées par ailleurs ? Ou celle de la coopération avec les non-Roms ? Mais alors de multiples préjugés réciproques devront être surmontés. Plus prosaïquement, quelles voies seront choisies pour s'adresser aux laissés pour compte ? Celle, coûteuse mais inévitable, de la mise à niveau et de l'intégration aux sociétés globales, notamment dans le cadre des programmes européens ? Ou celle, réconfortante mais risquée, de la tradition ? L'une et l'autre ne sont pas contradictoires. Toujours est-il que l'expérience a montré que la réhabilitation globale des Roms en Europe ne pourra se faire sans tenir compte de leur identité. Or, si la pauvreté s'étend chez eux, il faut constater que leur identité collective résiste bien. Cette identité est particulièrement forte dans les communautés qui gardent le plus de cohésion. C'est aussi dans ces dernières que la dynamique économique et culturelle est la plus manifeste, que l'adaptation à la société contemporaine s'avère souvent la plus judicieuse.

Ainsi, l'avenir des Roms ne dépend probablement pas d'une planche unique de salut. Toutefois, au vu des problèmes à résoudre et des obstacles à surmonter, il devrait être évident que cet avenir ne sera ouvert que si se manifeste en Europe une volonté collective et partagée d'édifier une société démocratique où collectivités nationales et individus trouvent les moyens de leur épanouissement.

P.S. <http://www.etudestsiganes.asso.fr>

[1] Attitude décelée, par exemple, chez beaucoup de Roms occidentaux envers ceux qui viennent de l'Est

Source - http://www.amnestyinternational.be/doc/article.php3?id_article=5327 -